



**DELIBERATION n°71- 2020  
En date du 8 décembre 2020**

**Portant sur  
La requalification d'un raccordement long en  
équipement collectif**

Le Conseil Municipal de la commune de Saint-Just-le-Martel s'est réuni à la Mairie et en visio-conférence le 8 décembre 2020 à 20h00 selon la convocation en date du 1er décembre 2020, sous la présidence du Maire, Monsieur Joël GARESTIER, Mme Virginie BASSALER, étant secrétaire de séance.

**Sont présent(e)s :** M. GARESTIER Joël, Maire,  
M. HENRY Philippe, Mme AUPETIT-BERTHELEMOT Christelle, M. GARCIA Jean-Luc, Adjoint.  
M. GLANDUS Bernard, M. SIMON Patrick, Mme BASSALER Virginie, M. NANEIX Jean-Philippe, Conseillers Municipaux.

**Sont présent(e)s en visio-conférence :** Mme CARRILLO Martine, Mme DE PAIVA Régine, adjointes.  
M. GIRARD Stéphane, M. PEAUDECERF Sébastien, Mme TOUCAS Hélène, Mme DESMOULIN Christelle, Mme COUTY Isabelle, M. APPERT Brice, Mme TALLET Emilie, Mme MICAUD Océane, Mme THIBAUT-GUILLON Claude, M. GRANDJACQUOT Victor, Conseillers Municipaux.

**Absent(e)s excusé(e)s :** Mr VERGER Manuel, adjoint, Mme CHABROUX VICENTE Patricia, M. GAILLARD André, conseillers municipaux

**Absent(e)s ayant donné procuration :**  
Mme TOUCAS Hélène reçoit le pouvoir de M. VERGER Manuel.

Vu le Code Général des Collectivités territoriales dont notamment son art L332-15,  
M. le Maire expose la nécessité d'une requalification d'équipement d'alimentation de réseaux Chemin de Formaneix.

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à la majorité :**

**DECIDE**

**Article 1:**

D'approuver la demande auprès du SEHV de la requalification du branchement long desservant la parcelle cadastrée AK 36 située chemin de Formaneix, en équipement collectif.

De dire que le propriétaire de ladite parcelle sera dédommagé par le SEHV à hauteur des frais engagés au moment de la création du raccordement, soit :

$$39 \text{ ml} \times 29,39\text{€/ml} = 1146,21\text{€}$$

**Article 2 :**

Donne pouvoir à Mr le Maire pour l'exécution de la présente délibération.

**Article 3 :**

Les dispositions de la présente délibération prendront effet après transmission aux services de l'Etat et publication et ou notification.

**Article 4 :**

Le Maire certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte qui pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le tribunal administratif de Limoges dans un délai de deux mois à compter de sa transmission au représentant de l'Etat et de sa publication.

Nombre de membres en exercice	23
Nombre de membres présents	20
Nombre de suffrages exprimés	21
Votes pour	21
Vote contre	0
Abstention	0

Fait à Saint-Just le Martel, le 8 décembre 2020.

Le Maire,

Joël GARESTIER



- Transmis au représentant de l'Etat le 14 décembre 2020
- Publié le 14 décembre 2020

